

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 353 du 18.03

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Daniel Lagot : Les dirigeants israéliens seront-ils poursuivis pour crimes de guerre à Gaza ?

Analyse - Géopolitique et stratégie

2-1 [Doug Ireland](#) : Obama ligoté au Proche-Orient

2-2 A quel moment faut-il annoncer que la démocratie mondiale se trouve en danger de mort ?

2-3 Haidar Eid : Le siège de Gaza: un génocide au ralenti.

2-4 Analyse de Mustapha Cherif : Les leçons de Gaza.

2-5 Haidar Eid : Gaza 2009 : de la nécessité de dé-osloïser l'esprit des Palestiniens.

2-6 Ramzy Baroud : Le Hamas a-t-il été une création du Mossad ?

2-7 [Lorraine Guay](#) : Le message de Robert Fisk : Le Moyen-Orient est un désastre et la Palestine, un drame sanglant.

Tiré a part

Daniel Lagot : Les dirigeants israéliens seront-ils poursuivis pour crimes de guerre à Gaza ?

Probablement non, pas plus qu'ils ne l'ont été pour les crimes commis au Liban en 2006. On aimerait que les choses soient différentes cette fois-ci et que s'ouvre une nouvelle ère où la « justice internationale » soit une vraie justice et non une justice à sens unique, fonctionnant selon les souhaits ou avec l'accord des puissants, mais il n'est guère possible de trop y croire.

Nous rappelons en section 1 quelques aspects essentiels du droit international à propos des bombardements et des armes, en particulier les avancées majeures du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1977 pour la protection des populations civiles contre les effets des hostilités, et le recul inquiétant dans ce domaine du Statut de la Cour pénale internationale en 1998 sous l'influence des pays occidentaux. Nous examinons ensuite en section 2 ce qu'on peut ou non attendre de la « justice internationale » pour Gaza, et donnons en conclusion une discussion générale sur son évolution.

1. Le droit international, les bombardements causant de graves pertes civiles et les armes

Bombardements

1899-1907 : Conventions de La Haye. Selon ces conventions : « il est interdit d'attaquer ou de bombarder des villes, villages, bâtiments et habitations non défendus » (art. 25, Convention II de 1899 et IV de 1907)

1977 : Protocole I additionnel aux Conventions de Genève, ratifié par 167 pays (mais pas par les Etats-Unis ou Israël et avec des réserves importantes des pays européens occidentaux). Y sont entre autres des « infractions graves » ou crimes de guerre les actes suivants :

- « soumettre la population civile ou des personnes civiles à une attaque » (art. 85.3.a); la présence de non civils isolés « ne prive pas la population de sa qualité civile » (Art. 50.3),
- les attaques menées en sachant qu'elles vont causer des pertes civiles (aux personnes ou aux biens) « excessives par rapport à l'avantage militaire direct et concret attendu » (art. 85.3.b).

1998 Statut de la CPI, Cour pénale internationale, ratifié par 108 pays et mis au point sous l'influence des pays occidentaux (y compris des Etats-Unis, qui ont participé à sa rédaction, même s'ils ont trouvé plus commode jusqu'à présent de ne pas le ratifier). Les articles précédents de La Haye et du Protocole de 1977 y sont repris mais avec des omissions et des ajouts, mis ici en italique, qui en modifient sensiblement le contenu comme nous l'expliquons plus loin. Y sont des crimes de guerre (Art. 8.2.b v, i, iv) :

- « les attaques et bombardements de villes, villages, bâtiments et habitations qui ne sont pas défendus *et ne sont pas des objectifs militaires* ».
- « le fait de diriger *intentionnellement* des attaques *délibérées* contre la population civile *en tant que telle...* » ; la précision du Protocole sur la présence de non civils isolés n'est pas reprise
- les bombardements menés en sachant qu'ils causeront des pertes civiles « *qui seraient manifestement excessives par rapport à l'ensemble de l'avantage militaire...* »

L'ambiguïté des nouveaux textes ouvre la voie à des interprétations proches des thèses des Etats-Unis et d'Israël (qui sont aussi avec des nuances celles des pays occidentaux européens). Selon leur politique officielle, ces deux pays considèrent eux aussi que les attaques *intentionnelles* contre des populations civiles *en tant que telles* sont des crimes de guerre, mais ils affirment toujours qu'ils ne bombardent pas la population « en tant que telle » mais une présence militaire ennemie suspectée à tort ou à raison au sein de la population (ou supposée telle dans le cas des forces de police civile du Hamas), ou détruisent des infrastructures civiles (bâtiments administratifs, moyens de communication, production d'électricité,...) qui pourraient être utiles à des fins militaires à l'adversaire au cours du conflit et seraient donc selon eux des « objectifs militaires ». Les pertes civiles, certes regrettables, ne seraient pas « manifestement » excessives par rapport à l'« ensemble » de l'avantage militaire qui est de détruire rapidement l'adversaire... Le Procureur de la CPI a de son côté souligné les différences avec le Protocole pour justifier sa décision de ne pas poursuivre les responsables britanniques pour leurs bombardements en Irak ayant causé des pertes civiles (il aurait pu intervenir, la Grande-Bretagne ayant adhéré à la CPI).

Armes

Les Conventions de La Haye énoncent le principe d'interdiction des armes « de nature à causer des maux superflus » et interdisent explicitement les armes empoisonnées, certains types de balles et en partie les gaz asphyxiants, totalement interdits par la suite dans un Protocole de Genève de 1925.

De nouvelles conventions, ratifiées par une grande majorité des pays, ont ensuite interdit les armes biologiques (1972) et chimiques (1993).

Une convention de 1980 sur les armes conventionnelles, ratifiée par une centaine de pays (dont Israël avec des réserves) énonce le principe général d'interdiction ou limitation d'armes « produisant des effets traumatiques excessifs ou frappant sans discrimination » : des protocoles associés interdisent ou limitent « mines, pièges et autres dispositifs » et armes incendiaires (les armes pouvant avoir des effets incendiaires « fortuits » y restent cependant autorisées). Une convention de 1997, ratifiée par 156 pays, interdit totalement les mines antipersonnel, une autre en mai 2008, les bombes à sous munitions (91 signatures préliminaires et quelques ratifications à ce jour). Elles n'ont pas été ratifiées (ou signées) par les Etats-Unis ou Israël.

Les seules armes dont l'utilisation est à ce jour un crime de guerre selon la CPI sont les armes empoisonnées, certains types de balles, et les gaz asphyxiants, toxiques ou similaires (à peu près celles de La Haye).

Selon l'article 8.2.b.xx, l'emploi d'autres armes « produisant des maux superflus ou des effets traumatiques excessifs ou frappant sans discrimination » pourrait aussi être interdit « à condition qu'elles fassent l'objet d'une interdiction générale et fassent l'objet d'une annexe au Statut ... » : ce n'est pas le cas à ce jour. Le Procureur a rappelé que l'utilisation de bombes à sous munitions n'est pas à ce jour un crime de guerre selon la CPI.

2. Que peut-on attendre de la « justice internationale » pour Gaza ?

Il y a peu de doutes que des attaques « délibérées » de personnes ou biens civils « en tant que tels » ont eu lieu à Gaza. Un petit nombre de subalternes seront peut-être poursuivis par la justice israélienne dans des cas trop flagrants, si la pression internationale est suffisante et si l'on peut prouver que ces attaques ont été menées alors qu'il était parfaitement connu qu'il n'y avait pas de présence militaire ennemie d'aucune sorte. C'est ce qu'ont fait les Etats-Unis dans quelques cas en Indochine et en Irak (quitte à libérer rapidement ensuite les personnes concernées).

Que peut faire de son côté la justice internationale ?

i) il y a peu à attendre des Nations Unies, étant donné le droit de veto des Etats-Unis au sein du Conseil de sécurité qui a le principal pouvoir d'agir, par exemple de créer un tribunal spécial ou de demander à la CPI d'intervenir (cas du Darfour). L'Assemblée Générale des Etats membres peut de son côté faire des *recommandations* au Conseil ou aux Etats membres si le Conseil ne s'est pas saisi d'une question ou, sous certaines conditions, si elle estime que le Conseil est empêché d'agir. Une action dans ce sens est cependant peu probable. La CIJ, Cour internationale de justice (organe des Nations Unies, à distinguer de la CPI qui résulte, elle, d'un accord entre certains Etats) ne peut de toute façon pas prendre d'arrêt, Israël n'acceptant pas sa juridiction. Elle pourrait, sous certaines conditions, donner le cas échéant un avis consultatif juridique sur tel ou tel aspect, à la demande de l'Assemblée générale (comme elle l'a fait en 2004 à propos du mur construit par Israël en Palestine occupée).

ii) en l'absence de demande du Conseil de sécurité, la CPI peut, elle, intervenir de sa propre initiative si au moins l'un des Etats concernés, qui peut être la victime, a ratifié son Statut ou déclare accepter sa juridiction. Israël n'a fait ni l'un ni l'autre. La CPI ne peut donc *a priori* pas intervenir à propos de Gaza, sauf si l'Autorité palestinienne (qui a, elle, déclaré accepter sa juridiction) est reconnue par la Cour comme une entité au même titre qu'un Etat (ayant autorité sur Gaza). A défaut, la Cour pourrait poursuivre des israéliens ayant aussi la nationalité d'un autre Etat ayant ratifié le Statut. Dans tous les cas, il faudrait que le Procureur estime satisfaites les conditions suivantes selon le Statut : cas d'une gravité suffisante pour que la Cour s'en occupe, cas correspondant à la définition des crimes de la CPI (nous avons vu leur ambiguïté), absence de poursuites adéquates par Israël même ou par les autres juridictions nationales concernées (« principe de complémentarité »).

Si le Procureur estimait pouvoir intervenir, ce qui est peu probable, un scénario vraisemblable, sur la base du Statut de la Cour et des interprétations qu'en a données jusqu'à présent le Procureur, pourrait être le suivant : certains subalternes seraient poursuivis ou la justice israélienne les poursuivrait, les dirigeants israéliens ne seraient, eux, pas inquiétés. Ceux du Hamas seraient, eux, peut-être poursuivis pour avoir ordonné l'envoi de roquettes vers des zones civiles en Israël (ce qui peut être effectivement considéré comme un crime de guerre : voir textes ci-dessus. Mais comment dénoncer ces actions dès lors que les Etats puissants ne respectent pas le minimum d'équilibre instauré par le Protocole de 1977 dans le cadre de guerres asymétriques où les moyens militaires sont sans commune mesure ?).

iii) compétence universelle : selon le Protocole de 1977 (Art. 85.1), chaque Etat l'ayant ratifié a « l'obligation de rechercher les personnes prévenues d'avoir commis ou ordonné de commettre l'une ou l'autre des infractions graves et de les déférer devant ses propres tribunaux, quelle que soit leur nationalité, ou de les remettre à une autre Partie... ». La plupart des bombardements effectués par Israël sont des infractions graves selon les textes du Protocole rappelés plus haut, et les dirigeants d'Israël en sont les premiers responsables, étant donné le caractère systématique de ces actes. Ils devraient donc être poursuivis par les pays ayant ratifié le Protocole. Mais peu d'Etats respectent leur obligation (les pays ne faisant pas partie des Etats les plus puissants ne peuvent guère se le permettre) ou ils le font le plus souvent, comme les pays occidentaux européens, sous des conditions restrictives (définition des crimes de guerre, présence plus ou moins régulière des suspects dans le pays, poursuites seulement sur avis du gouvernement,...) Est aussi invoquée l'« immunité coutumière » des membres de gouvernements étrangers pendant, voire même pour certains (chefs d'Etat et ministres des Affaires étrangères selon la CIJ) après la fin, de leurs fonctions.

Conclusion

Les chances de voir une vraie justice internationale s'appliquer pour Gaza apparaissent assez faibles, même si toutes les initiatives allant dans ce sens sont très utiles et bienvenues. On peut espérer un petit nombre de poursuites de subalternes et une application limitée de la compétence universelle faisant peser une pression morale sur certains responsables israéliens et les empêchant le cas échéant, par « principe de précaution », de se rendre dans certains pays, ce qui est déjà un résultat intéressant.

De manière générale, on assiste depuis les années 1990 à un double mouvement : développement de la justice internationale - tribunaux spéciaux, CPI, actions de certaines juridictions nationales selon le principe de

compétence universelle, en particulier depuis le cas Pinochet -, mais parallèlement récupération et détournement de l'idée de justice internationale par les Etats puissants, en particulier par les grands pays occidentaux, à leur profit. On connaît l'entreprise de déconstruction du droit menée par l'administration Bush à propos de la torture, des traitements inhumains ou des détentions illégales, pratiques condamnées dans les Conventions de Genève de 1949 : son succès a été limité et les pays européens ont été réticents à suivre les Etats-Unis dans cette voie. Le président Obama va fermer Guantanamo et déclare « on ne torture pas aux Etats-Unis » : espérons qu'il ne poursuivra pas les politiques de transfert de prisonniers dans des pays « amis » où l'on peut continuer à torturer sans problème. On connaît moins l'entreprise de déconstruction menée par les pays européens occidentaux à propos des bombardements causant de graves pertes civiles, entreprise qui s'est traduite, nous l'avons vu, dans le Statut même de la CPI, auquel se réfèrent les pays occidentaux en voulant faire oublier le Protocole de 1977.

Dans les faits, si d'anciens chefs d'Etat (Milosevic ou Charles Taylor, ancien chef d'Etat du Liberia) ont été arrêtés et si un mandat d'arrêt est lancé par la CPI contre le chef d'Etat actuel du Soudan, rien de tel pour les crimes commis par les Etats-Unis en Irak et dans d'autres pays (l'ancien président Bush a jusqu'au bout été accueilli avec les honneurs en Europe), ou de ceux déjà commis par Israël en Palestine ou en 2006 au Liban. Israël peut d'ailleurs considérer anormal, voire « antisémite », qu'on lui cherche des noises pour mille morts au Liban en 2006 ou à Gaza en 2009, alors qu'il n'a fait que copier les méthodes (bombardements intensifs et autres méthodes causant de graves pertes civiles) utilisées par les Etats-Unis dans leurs guerres (Irak 1991, Serbie 1999, Irak 2003, Afghanistan,...) dans des proportions encore bien plus importantes, sans que personne, au niveau officiel international, ne parle de poursuivre leurs dirigeants. Quant à la compétence universelle, les seules poursuites qui ont pu aboutir à des résultats tangibles à ce jour ont concerné des africains, des afghans ou des ressortissants d'Amérique du Sud, mais non celles qui ont été tentées à juste titre par différentes organisations contre des dirigeants d'Israël ou des Etats-Unis.

On peut donc parler à ce jour de justice à sens unique et dans ce sens d' « injustice internationale ». Le cas de Gaza va-t-il ouvrir une nouvelle ère ? On aimerait le croire mais on peut craindre que de nombreux combats ne soient encore nécessaires pour en arriver à une vraie justice. Si les massacres commis « à terre », les viols, les enrôlements forcés d'enfants,..., dont des responsables sont poursuivis par la CPI dans plusieurs pays d'Afrique, révoltent notre conscience, les violations des droits humains et les pertes en vies humaines, les immenses souffrances et destructions causées par les avions, les bombes, les missiles et autres armes sophistiquées des Etats puissants sont-elles plus acceptables ?

Daniel Lagot, coprésident de l'ADIF, Association pour la défense du droit international humanitaire, France

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Doug Ireland : Obama ligoté au Proche-Orient

Crying Freeman A peine nommé par Obama, le nouveau directeur du National Intelligence Council, Charles Freeman, a dû se retirer.

A cause des lobbies pro-israéliens qui avaient lancé une campagne contre lui.

Quand la Maison Blanche de Barack Obama a exigé de Charles Freeman qu'il se retire le 10 mars de son nouveau poste de Directeur du National Intelligence Council (NIC), les lobbys pro-israéliens ont remporté une importante victoire qui en dit long sur la politique du nouveau président américain au Moyen-Orient.

Le NIC collecte et analyse pour le président les informations venant de seize agences de renseignement. Il prépare aussi le National Intelligence Estimate (Rapport national du renseignement) et son directeur occupe donc une fonction clé. Mais Charles Freeman représentait un gros problème pour les amis américains de la droite israélienne. Et, dès que sa nomination a été rendue publique, les lobbies pro-israéliens ont commencé à s'agiter.

Un proche de l'AIPAC lance la charge contre Freeman

La campagne contre Freeman a été lancée par Steve Rosen, ancien lobbyiste-en-chef du puissant American Israel Public Affairs Committee (l'AIPAC, le riche lobby pro-israélien très proche de l'ambassade d'Israël) dans une série d'articles vicelards sur son blog « Obama Mideast Monitor ».

Rosen n'est autre qu'un des dirigeants de l'AIPAC inculpés pour espionnage et dont le procès débute en mai prochain pour avoir subtilisé au Pentagone des renseignements classés « top secret » avec l'aide d'assistants néo-conservateurs de Donald Rumsfeld.

Rosen a aussi avoué au Washington Post qu'il avait contacté bon nombre de journalistes pour dénoncer le choix de Freeman. Et bien que le porte-parole de l'AIPAC, Josh Block, prétende qu'il n'a rien fait pour s'opposer à la nomination de ce dernier, le Washington Post du 12 mars a rapporté que Block avait fourni des billes contre Freeman à des journalistes, « *mais toujours en off, à savoir que ses dires ne pouvaient pas lui être attribués, selon trois journalistes qui ont parlé avec lui* ».

Les néo-conservateurs passent à l'attaque

D'autres néo-conservateurs ont ensuite pris le relais, comme des sbires de l'American Enterprise Institute (think-tank néoconservateur), des chroniqueurs pour le Wall Street Journal, ou le servile pro-israélien Martin Peretz, riche propriétaire et rédacteur-en-chef de l'influent hebdomadaire The New Republic, qui a faussement étiqueté Freeman comme « *pas un ami des juifs en général* ». Cette accusation d'antisémitisme larvé contre Freeman était de la calomnie pure et dure.

L'émeute anti-Freeman des lobbyistes, blogueurs et commentateurs pro-israéliens a vite touché le Congrès où des sénateurs aussi enthousiastes dans leur soutien à Israël que le démocrate Charles Schumer de l'Etat de New York ou l'ex-démocrate Joseph Lieberman du Connecticut, ont pris la relève pour mener la charge contre Freeman.

Même le Speaker de la Chambre de Représentants, Nancy Pelosi, sous pression des riches donateurs juifs au parti démocrate, s'est opposée à la nomination de Freeman, en déclarant que les critiques du diplomate envers Israël « *dépassent les bornes de l'acceptable* » !

Rares sont ceux qui osent défendre Freeman

Les défenseurs de Freeman étaient rares, mais de taille. Comme le doyen des chroniqueurs politique du Washington Post, le très respecté David Broder, pour qui Freeman « a une des carrières internationales au sein du gouvernement américain parmi les plus distinguées. Jeune homme parlant couramment le chinois, il a été le traducteur de Richard Nixon lors de son premier voyage en Chine. Plus tard, Freeman a été diplomate en Afrique et en Asie, puis sous-secrétaire de Défense pour l'expansion de l'OTAN, avant d'ajouter l'arabe à son répertoire linguistique et devenir ambassadeur en Arabie Saoudite peu avant la Guerre du Golfe. Comme me l'a dit à la veille du retrait de Freeman l'ancien amiral Dennis Blair, le nouveau directeur du renseignement d'Obama, "Avec les défis auxquels nous sommes confrontés en Asie et au Moyen-Orient, nous avons la chance d'avoir pu persuader Freeman de revenir au gouvernement." Mais maintenant, le pays a perdu un haut-fonctionnaire très doué dans un domaine où le président Obama n'a que peu d'expérience, le traitement du renseignement. »

Chroniqueur lucide

Et dans le prestigieux quotidien Baltimore Sun, réputé pour sa couverture des affaires étrangères, le chroniqueur Ron Smith avait bien raison d'écrire qu'« *il y avait beaucoup de supporters de Barack Obama qui ont cru que le message d'"espoir et de changement" du candidat comprenait aussi le remaniement de la politique étrangère de l'Amérique afin d'adopter une vision plus équilibrée du conflit entre Israël et les Palestiniens, une attitude éloignée du soutien inconditionnel et non critique de tout ce que fait le gouvernement israélien... Mais pour ceux qui croient que toutes les mesures prises par Israël ne vont pas dans l'intérêt des Etats-Unis, le retrait de Freeman, dû essentiellement à un veto du lobby pro-israélien, représente la continuation du statu quo et la fin de tout « espoir » de tout « changement »* ».

Doug Ireland

16 mars

<http://www.bakchich.info/Obama-ligote-au-Proche-Orient.html>

2-2 A quel moment faut-il annoncer que la démocratie mondiale se trouve en danger de mort ?

NB : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

La démocratie mondiale malade du camp de concentration de Gaza.

A quel moment faut-il annoncer que la démocratie mondiale se trouve en danger de mort ?

Quand un Président des Etats-Unis ne parvient pas à nommer les collaborateurs qui lui permettraient d'appliquer au Moyen Orient la politique voulue par la majorité de son électorat, la maladie est-elle devenue incurable ?

On sait que M. Freeman, ancien Ambassadeur des Etats-Unis en Arabie saoudite et ancien Secrétaire adjoint au Ministère de la défense a démissionné de la présidence du Conseil national du renseignement à laquelle il venait d'être nommé par M. Obama, au motif que le lobby sioniste AIPAC lui a reproché d'avoir écrit : "*La brutale oppression des Palestiniens par l'occupation militaire israélienne ne montre aucun signe de répit.*"

Si le Président des Etats-Unis échoue à choisir à son gré ses collaborateurs de haut rang face à l'omnipotence d'un groupe de pression devenu le maître de la politique étrangère de la nation, ce chance est-il plus guérissable qu'un cancer qui rongerait l'encéphale même de la démocratie et la conduirait à une incohérence sans remède, parce que les médicaments qu'il convient d'appliquer au chaos cérébral du monde requièrent une thérapie philosophique, c'est-à-dire un traitement de choc dont seuls les Hippocrate de la logique connaissent les ingrédients ?

Cherchons le dialecticien du sens commun qui rédigerait l'ordonnance salvatrice et dont le diagnostic serait rédigé en ces termes. *Primo* : Mme Clinton a osé déclarer publiquement et avant même de rencontrer M. Netanyahu, Premier Ministre potentiel d'Israël, qu'aucune chance de paix ne sera possible au Moyen Orient aussi longtemps qu'Israël n'aura pas cessé d'étendre son territoire par la construction inlassable de nouvelles colonies, ce qui ramène M. Obama à une évidence énoncée par M. Bush père et par son Ministre des affaires étrangères en 1993. *Secundo*, M. Netanyahu n'a en rien validé cette prise de position logicienne, puisqu'il l'a purement et simplement passée sous silence. *Tertio*, Mme Clinton est allée torpiller les négociations entre le Hamas et le Fatah au Caire en déclarant que le Hamas devait, au préalable, reconnaître à Israël le statut d'Etat légitimé par le droit international.

Mais comment demander au Hamas de reconnaître un Etat aux frontières spongieuses et dont le territoire n'a pas été mesuré par les topographes et les arpenteurs assermentés de l'élasticité des Etats-nébuleuses? Que disent les spécialistes du droit international public des Etats en cours de constitution et dont les contours ne sont pas encore fixés par les géographes? Si la paix est exclue avec un Etat de ce type, faute qu'il puisse exister juridiquement sous une forme floue et incertaine aux yeux du droit international public, comment habiller un fantôme à négocier la paix? La politique étrangère est-elle une danse des spectres ou bien la diplomatie ne connaît-elle que des Etats en chair et en os?

Mais puisque la thérapie applicable aux maladies de la raison politique n'est autre que la logique démocratique, la gangrène de l'esprit de logique signe l'arrêt de mort des démocraties. C'est cette nosologie qu'on trouvera partiellement mise en évidence par l'examen, ci-dessous, de quelques symptômes faciles à déceler.

On souhaite à M. Obama de trouver les ambulanciers qui hospitaliseront la démocratie américaine. Puissent des soins intensifs remettre le moribond sur ses pieds ; puissent les médecins éviter l'amputation de l'agonisant. Comment se fait-il que, dans le même temps, un organisme aussi officiel que la CIA ait publié un diagnostic selon lequel l'Etat d'Israël aura disparu dans vingt ans ? Voyez la collusion entre la philosophie et les services de renseignement; voyez comme cette discipline assure la police du cerveau simiohumain et lui passe la camisole de force de la dialectique.

Manuel de Diéguez ?

14 mars

http://www.alterinfo.net/La-democratie-mondiale-malade-du-camp-de-concentration-de-Gaza_a30790.html

2-3 Haidar Eid : Le siège de Gaza: un génocide au ralenti.

Interview d'Haidar Eid par Eric Ruder

Titre original: Un massacre au ralenti

Plus d'un mois après la fin de l'agression israélienne contre Gaza, la vie continue à être un combat quotidien, pour le million et demi de Palestiniens de la bande de Gaza. Israël maintient son siège étouffant, qui empêche le passage des produits de première nécessité, plongeant l'immense majorité des résidents dans une pauvreté abjecte.

Mais un rayon d'espoir a émergé, sous la forme d'une solidarité internationale croissante – depuis le Canada et les Etats-Unis jusqu'à l'Europe, en passant par l'Afrique du Sud – visant à faire rendre à Israël des comptes sur ses violations du droit international et des droits humains des Palestiniens. Le 21 mars, la justice pour la Palestine sera le principal leitmotiv d'une manifestation contre la guerre qui se déroulera à Washington DC ; elle est organisée afin de marquer le sixième anniversaire de l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis.

Question : La séquence « ball-trap » de la guerre israélienne est désormais terminée, d'après les médias.

Pourtant, Israël poursuit ses frappes aériennes contre des cibles, à Gaza, tous les deux ou trois jours. En plus de ces bombardements israéliens, le siège demeure fermement en vigueur, empêchant absolument tous les biens vitaux de première nécessité de pénétrer à Gaza. Pouvez-vous nous décrire les conditions qui règnent, aujourd'hui, dans ce territoire ?

Haidar Eid : Le courageux historien israélien Ilan Pappé a parlé du siège hermétique en place contre Gaza depuis près de trois ans. Avant la guerre, Pappé avait qualifié ce siège de « génocide au ralenti », et il avait parfaitement raison.

Même avant la guerre, quelque 350 malades en phase terminale étaient morts du fait qu'Israël ne les avait pas autorisés à sortir de Gaza pour aller recevoir un traitement médical vital. Israël a refusé de leur remettre des autorisations de voyager qui leur aurait permis de se faire soigner dans des hôpitaux égyptiens ou jordaniens. Je parle ici de patients souffrant de déficience rénale, de problèmes cardiaques, d'un cancer.

La guerre a transformé le génocide au ralenti en un génocide bien réel – je ne vois pas comment le qualifier autrement. Durant la guerre, plus de 1'400 personnes ont été tuées.

Nous pensions que la fin de la guerre signifierait aussi la fin du siège moyenâgeux imposé à Gaza. Mais, malheureusement, cela n'a pas encore eu lieu depuis la fin du massacre de Gaza – je ne veux vraiment pas parler de la fin de la « guerre », parce que la guerre n'a jamais cessé, même si c'est sous d'autres formes. Israël n'a réalisé aucun des trois objectifs qu'il avait déclarés au début du conflit : renverser le gouvernement Hamas, mettre un terme aux lancements de roquettes et établir un nouvel accord sécuritaire à Gaza.

Etant donné qu'ils ont échoué, ils persistent à essayer d'obtenir, politiquement, ce qu'ils ont été incapables d'obtenir militairement – avec l'aide des Etats-Unis, même sous l'administration Obama, avec la complicité de l'Union européenne et avec l'aide de certains régimes arabes.

C'est la raison pour laquelle toutes les propositions en vue de la reconstruction de la bande de Gaza qui ont été examinées au cours de la récente conférence des donateurs internationaux tenue à Sharm el-Sheikh ont autant de fils à la patte. En réalité, ce sont ces fils qui rendent impossible la reconstruction de Gaza.

Ainsi, quand la secrétaire d'Etat Hillary Clinton est allée à Tel-Aviv et à Ramallah, elle a parlé de conditions imposées à cette reconstruction. La condition numéro 1, c'est que le gouvernement Hamas et les formations de la résistance, de manière générale, reconnaissent l'Etat d'Israël. La condition numéro 2, c'est la reconnaissance des accords déjà signés entre l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) et Israël, ce qui, en fin de compte, reviendrait à reconnaître, là encore, l'Etat d'Israël.

Mais il reste certaines grosses questions à ce sujet, que les Etats-Unis et les médias consensuels préfèrent éviter. En particulier : quel est donc l'Israël que les Palestiniens sont supposés reconnaître ? Israël est le seul pays membre de l'Onu qui n'ait pas de frontières reconnues. Le mur d'apartheid représente-t-il la frontière de l'Etat d'Israël ? Ou bien s'agit-il de la frontière de 1967 ? La reconnaissance d'Israël, dans de telles conditions, rendrait possible la poursuite de l'expansion territoriale israélienne. Ensuite, Israël est aussi le seul pays, sur Terre, qui n'ait pas de constitution. En lieu et place, Israël a ses Lois Fondamentales. La première de ces lois définit Israël comme l'Etat des juifs où qu'ils se trouvent, dans le monde entier. On a donc affaire à un état théocratique, et non à un état, appartenant à tous ses citoyens. Cela soulève la question du sort du 1,2 million de Palestiniens qui sont considérés citoyens de l'Etat d'Israël, mais qui ne sont pas juifs.

Par ailleurs, quid des plus de six millions de réfugiés palestiniens vivant dans la diaspora ? Aucun accord signé par l'OLP et Israël, avec l'Amérique en modérateur, ne mentionne le droit au retour (de ces réfugiés, chez eux), bien que la Résolution 194 de l'Onu appelle au retour des réfugiés palestiniens chez eux, dans leurs villages, dans les villes et les bourgs d'où ils ont été chassés. Et cette Résolution 194 préconise des compensations pour les injustices qu'ils ont subies.

Mais ce sont là des choses auxquels Israël veut faire renoncer les Palestiniens avant même que de quelconques pourparlers soient entamés. Comme l'a dit Karl Marx, l'histoire se répète, la première fois sous forme de tragédie, la deuxième fois sous forme de pochade. Aujourd'hui, nous avons assisté à la conférence des donateurs, ainsi qu'à une visite dans la région d'Hillary Clinton, durant laquelle elle n'a pas eu un seul mot de sympathie pour le calvaire des Palestiniens. C'est comme l'a dit Marx, à cette différence près : c'est en même temps une tragédie et une farce !

Les Palestiniens paient un prix exorbitant. C'est la continuation de la guerre génocidaire lancée par Israël contre Gaza, avec le soutien de la communauté internationale. Et les discussions supposées contribuer à la reconstruction ne sont qu'un moyen supplémentaire de mettre en application l'agenda israélien.

Question : Les Etats-Unis et Israël appellent par ailleurs le Hamas à « renoncer à la violence », mais ils ne prennent pas conscience, manifestement, de l'hypocrisie incroyable de cette exigence ? Israël ne cesse d'user d'une violence écrasante et totalement disproportionnée à l'encontre des Palestiniens, et c'est les Etats-Unis qui fournissent à Israël les armes pour ce faire ?

Haidar Eid : Absolument ! De quelles armes la Résistance dispose-t-elle, à Gaza ? Des roquettes artisanales bricolées à la maison, et quelques missiles Grad passés en contrebande par les tunnels reliant l'Egypte à Gaza. Mais aujourd'hui, ces tunnels ne sont plus utilisables. Israël les a bombardés à plusieurs reprises.

En raison du siège israélien imposé à la bande de Gaza, ces tunnels ont été utilisés aussi pour apporter des biens essentiels à l'intérieur de ce territoire. Par exemple, je n'ai pas pu prendre ma voiture depuis la fin de la guerre, parce que nous ne recevons plus d'essence d'Egypte, le super devant être passé clandestinement, via les tunnels.

Nous parlons, ici, de la quatrième armée au monde, dotée de 250 têtes nucléaires, d'avions F-16 et d'hélicoptères, contre une population très largement sans défense. Nous ne parlons absolument pas de deux camps opposés, qui seraient de force comparable.

D'après le droit international, Israël occupe illégalement la Cisjordanie et la bande de Gaza. Israël interdit illégalement à plus de six millions de Palestiniens de rentrer chez eux, dans leurs villages et dans leurs villes.

Ce que nous exigeons – moi-même, en tant que membre de la société civile palestinienne, qu'universitaire et que militant – c'est simplement la mise en application des résolutions de l'Onu et du droit international. Sous l'empire du droit international, nous avons droit à un Etat et les réfugiés ont le droit de rentrer chez eux.

En signant les accords d'Oslo, en 1993, la direction palestinienne officielle a conclu un accord qui viole tant nos droits que le droit international. C'est désormais devenu une habitude, pour Israël et les Etats-Unis, d'attendre du camp le plus faible, les Palestiniens, de faire toujours plus de concessions.

Une des plus grosses erreurs qu'ait faites la direction palestinienne, ce fut de faire la supposition que les Etats-Unis n'agissaient qu'en tant que courtiers honnêtes. Mais, en réalité, les Etats-Unis ont été totalement partisans – en raison de l'activité du lobby pro-israélien américain, et aussi parce qu'à mon avis, il est impossible de séparer les intérêts de l'impérialisme américain et ceux du sionisme, au Moyen-Orient.

Les Etats-Unis ont attaqué, puis occupé l'Irak, et ils ont commis un véritable génocide à l'encontre de la population irakienne. Ils ont tué plus d'un million et demi d'Irakiens, à cause du pétrole, afin de réaliser leurs intérêts dans la région, et afin de protéger l'Etat d'Israël.

En Irak, les Américains ont échoué lamentablement. Israël a échoué pitoyablement au Liban en 2006. Alors, voilà : ils ont essayé de viser ce qu'ils considéraient être la poche de résistance la plus faible au Moyen-Orient, j'ai nommé Gaza. Heureusement : nouvel échec ! Israël a essayé, vingt-deux jours durant, de mettre la résistance à genoux, mais il n'a pas réussi.

C'est la raison pour laquelle ils essaient de réussir politiquement, là où ils ont échoué, militairement.

Question : Les conditions mises à l'aide à la reconstruction, lors du sommet de Sharm el-Sheikh, et la visite d'Hillary Clinton, visent à politiser la reconstruction en canalisant de l'argent et des soutiens vers l'Autorité palestinienne (AP) et vers son président, Mahmoud Abbas. On a d'ailleurs vu Abbas, après sa rencontre avec Clinton, avertir l'Iran de ne pas « s'immiscer » dans les affaires intérieures palestiniennes. Pouvez-vous nous expliquer ce qu'il se passe, en ce moment ?

Haidar Eid : La dynamique récente, au Moyen-Orient, voit Israël et les forces pro-Oslo au sein de la direction politique palestinienne, ainsi que plusieurs des régimes réactionnaires arabes, aux côtés des Etats-Unis, tenter de déformer la conscience des Arabes, en général, et des Palestiniens, en particulier.

Les Arabes et les Palestiniens ont toujours considéré qu'Israël était l'ennemi, du fait qu'il a chassé les deux-tiers des Palestiniens de chez eux, en 1948, qu'il occupe la Cisjordanie et la bande de Gaza depuis 1967, et qu'il lance une série ininterrompue de guerres génocidaires contre les Palestiniens.

Aussi Israël et les Etats-Unis s'ingénient-ils à faire de l'Iran et de la direction chiite le nouvel ennemi des Palestiniens et des Arabes, en particulier des Arabes sunnites. Autrement dit, ils font la promotion de politiques identitaires et de divisions sectaires, exactement de la même manière que les Américains, en Irak. Cette approche a échoué, au Liban, mais Abbas continue à travailler avec les Américains et les Israéliens afin de mener une telle politique, à Gaza.

L'Iran ne se contente pas de soutenir le Hamas. L'Iran, depuis la chute du Shah soutenu par les Etats-Unis, en 1979, a toujours soutenu la résistance palestinienne, par exemple en permettant aux Palestiniens d'ouvrir une ambassade à Téhéran.

L'Iran apporte effectivement une certaine aide militaire à la résistance palestinienne, de la même manière qu'il a apporté une aide à la résistance au Liban. Il est important que nous comprenions que si les Palestiniens veulent poursuivre leur lutte pour conquérir leurs droits nationaux, ils ont besoin du soutien des musulmans, des Arabes et des peuples aimant la liberté, dans le monde entier.

Le soutien en provenance d'Iran n'est pas conditionné, il n'a pas de ficelles aux pattes, comme celui des Etats-Unis, celui de l'Union européenne ou d'ailleurs. Nous avons un projet commun, et nous avons des objectifs communs : lutter contre l'impérialisme américain au Moyen-Orient et libérer la Palestine. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis et leurs alliés, dont plusieurs régimes arabes, fustigent l'Iran, en le présentant, au sein du monde arabe, comme l' « ennemi des Arabes et des musulmans ».

Pour en revenir aux ficelles attachées à la fameuse « aide à la reconstruction », je ne pense pas qu'il y ait un seul Palestinien qui soit doté d'un minimum de dignité et qui pourrait les accepter ?! Pourquoi devrions-nous accepter une aide conditionnée à l'idée que ce qui est arrivé à Gaza était une catastrophe naturelle – par opposition à la réalité, c'est-à-dire un désastre délibérément provoqué par l'Etat d'Israël afin d'anéantir la résistance et la société palestiniennes ?

Si la population de Gaza a été punie, c'est en raison de son choix démocratique, en 2006, d'un parti, le Hamas, qui ne soutient pas les accords d'Oslo, et prône le droit au retour de tous les réfugiés palestiniens.

Bien que je ne soutienne pas le Hamas idéologiquement, c'était le choix démocratique du peuple palestinien. Et la majorité de ceux qui ont porté le Hamas au gouvernement n'étaient pas des partisans du Hamas, mais des gens désireux de voter pour une organisation qui ne fût pas corrompue et qui ne soutînt pas les accords d'Oslo.

Depuis le début du « processus de paix » d'Oslo, en 1993, et jusqu'à-présent, nous n'avons toujours pas vu d'Etat palestinien indépendant. Au contraire : Israël a augmenté le nombre des colons vivant en Cisjordanie, qui est passé de 190'000 à plus d'un demi-million, et il a exproprié plus de 25 % des terrains de la Cisjordanie en érigeant le mur d'apartheid, en étendant le Grand Jérusalem et en agrandissant les colonies juives existantes, en Cisjordanie.

Par conséquent, Israël a rendu impossible l'établissement d'un Etat palestinien indépendant sur 22 % de la Palestine historique. Je pense que les Palestiniens du peuple en ont conscience, c'est la raison pour laquelle ils soutiennent la résistance – non seulement le Hamas, en tant qu'organisation, mais toutes les organisations de résistance, comme le Front Populaire de Libération de la Palestine, les Comités Populaires de Résistance, le Jihad islamique, etc...

Question : Pendant longtemps, le présupposé, dans les cercles diplomatiques israélien, américain et palestinien, c'était qu'il y avait un progrès vers la mise en application d'une solution à deux Etats. L'élection du nouveau gouvernement israélien – avec Benjamin Netanyahu, du Likoud, au poste de Premier ministre, un gouvernement marqué par un racisme anti-arabe extrémiste et un rejet ouvert de la solution à deux Etats, en faveur d'une vision d'un « Grand Israël » - semble marquer un réel tournant. Quelles en seront, à votre avis, les conséquences ?

Haidar Eid : Israël a d'ores et déjà rendu impossible la solution à deux Etats, et nous avons absolument besoin de débattre d'un programme alternatif à cette fiction qu'est la « solution à deux Etats ». La première chose à faire, c'est démanteler l'Autorité palestinienne.

L'Autorité palestinienne est un produit des accords d'Oslo, et elle envoie un message erroné tant à la communauté internationale qu'aux mouvements de solidarité dans le monde entier. L'existence de l'Autorité palestinienne suggère l'idée qu'existent, en Palestine, deux camps de force comparable – l'Etat israélien, avec son armée, et l'Autorité palestinienne, avec son armée.

Pour corriger cette équation, il faut absolument se débarrasser de l'Autorité palestinienne. La relation existante n'est absolument pas une relation entre égaux, mais entre un occupant et un occupé, entre un oppresseur et un opprimé.

En démantelant l'Autorité palestinienne, les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie peuvent former un front national qui dirigerait la résistance palestinienne à l'occupation – comme celle que nous avons eue, durant la première Intifada, en 1967.

Le massacre de Gaza a été comme une sorte de tsunami politique, qui devait changer la carte de la totalité du Moyen-Orient, et pas seulement celle de la Palestine. Ce massacre a montré à tous que les accords d'Oslo sont un faux : ils n'ont jamais visé à aboutir à la création d'un quelconque Etat palestinien indépendant, et ils n'ont jamais défendu la sécurité des civils palestiniens de Gaza et de Cisjordanie.

En fin de compte, ils ont abouti à faire de Gaza le plus grand camp de concentration au monde. Et ils ont abouti à faire de la Cisjordanie trois bantoustans –un au nord, incluant Qalqiliya, Jénine et Tulkarem, un autre, au milieu, avec Ramallah, et un troisième, au Sud, avec Hébron et Bethléem.

La plupart des Palestiniens en ont aujourd'hui conscience, et ils sont bien plus déterminés que leur leadership, pour une raison très concrète : parce que les accords d'Oslo ont créé une nouvelle bourgeoisie palestinienne, dont les intérêts sont liés à la poursuite de l'occupation israélienne et à la protection des intérêts américains au Moyen-Orient.

Le problème, je pense, c'est qu'il n'y a pas une seule organisation politique, chez les Palestiniens, qui préconise clairement la création d'un Etat démocratique laïc dans la Palestine historique, sur le modèle de l'Afrique du Sud ou de l'Irlande du Nord. C'est ça, le problème : nous avons besoin d'une organisation politique qui en appelle à un Etat pour tous ses citoyens, sans considération aucune pour la religion, les sectes et l'ethnicité.

Je pense que nous nous acheminons vers une troisième Intifada, qui va largement dépendre de la résistance commune du peuple palestinien et, de manière cruciale, du soutien d'un mouvement de BOYCOTT, de DESINVESTISSEMENTS et de SANCTIONS (BDS) à l'encontre d'Israël organisé à l'échelle mondiale.

Pour ne citer que quelques-uns des exemples corroboratifs de militantisme en faveur des BDS dans le monde entier, il y a eu plus de vingt-huit campus universitaires occupés par les étudiants, en Grande-Bretagne, plusieurs campus occupés aux Etats-Unis et la décision prise par le Hampshire College de désinvestir d'Israël ; mentionnons aussi diverses actions de groupes de solidarité en Afrique du Sud.

Nous voulons former une campagne internationale de BDS sur le modèle du mouvement anti-apartheid qui a fini par entraîner la fin du pouvoir blanc en Afrique du Sud, en 1994, et à la libération de Nelson Mandela, en 1990.

Question : Il semble y avoir un réel enthousiasme pour bâtir un tel mouvement afin de défier l'occupation israélienne et de développer une solidarité significative avec la cause palestinienne. Mais certaines personnes continuent à se demander si une campagne de BDS aboutirait à supplanter l'« engagement constructif » qui est sans doute essentiel à une solution au conflit ? Qu'en pensez-vous ?

Haidar Eid : La question du dialogue entre Israël et les Palestiniens peut être réglée ainsi : depuis 1993, il y a eu des négociations entre Israël et l'Autorité palestinienne, et le résultat, c'est : un massacre, à Gaza !

Et – principe de base – il est absurde, à mes yeux, d'avoir un « dialogue » avec une force occupante d'une supériorité infinie, sans prendre en considérations les moyens par lesquels la résistance pourrait créer les conditions nécessaires pour une avancée minimale dans ledit dialogue.

Le philosophe français Michel Foucault a dit que là où vous avez une autorité et un pouvoir, vous avez aussi une résistance. Un des problèmes inhérents au leadership officiel, en Palestine, c'est le fait qu'il a mis tous ses œufs dans le panier des négociations et du dialogue, sans prendre en considération la question de la résistance.

C'est une des raisons pour lesquelles le Fatah, le courant de Mahmoud Abbas au sein de l'Autorité palestinienne, a perdu les élections. Ce à quoi nous en sommes arrivés, c'est à une situation qui n'est pas sans évoquer l'Afrique du Sud au milieu et à la fin des années 1980, quand les opposants au mouvement anti-apartheid s'étaient déchaînés contre ce mouvement, en particulier après que Ronald Reagan et Margaret Thatcher eurent déclaré que l'Occident se devait d'entretenir des relations avec l'Afrique du Sud, dans le cadre d'une politique d'« engagement positif ».

En réalité, la plupart des militants des associations anti-apartheid et de solidarité ont pensé qu'il était absurde de parler d'un tel engagement, l'équilibre des forces étant en faveur de l'opresseur.

La même chose vaut, en Palestine. Quand vous avez des négociations, la partie puissante interprète n'importe quel argument dès lors qu'il est formulé en des termes qui sanctuarisent leurs propres intérêts, et non pas ceux de l'occupé.

En raison du hiatus énorme entre les victimes palestiniennes et les occupants israéliens, nous avons besoin de l'intervention de la communauté internationale, expression par laquelle je désigne non pas des corps officiels, mais des organisations de la société civile, des églises, des mosquées, des clubs, des groupes d'étudiants, des syndicats, etc.

Ce sont ces forces qui ont boosté le mouvement anti-apartheid contre le gouvernement sud-africain, durant les années 1980 et au début des années 1990. Je m'en souviens très bien : quand Nelson Mandela a été libéré de prison, en 1990, il a appelé tous les soutiens des Noirs sud-africains à ne pas relâcher leurs efforts contre l'apartheid, et à ne pas mettre fin au mouvement, tant qu'il n'aurait pas été élu le premier Président d'une Afrique du Sud multiraciale et multiculturelle.

A mes yeux, la même chose peut se produire, en Palestine. En raison de ce déséquilibre des pouvoirs, nous avons besoin de l'intervention de la communauté internationale. Je ne pense pas que les Palestiniens seront capables de se battre seuls contre les Israéliens, parce que personne ne peut combattre une telle force militaire écrasante en étant seul.

Le mouvement anti-apartheid contre le gouvernement sud-africain était basé sur quatre piliers : la lutte armée, la mobilisation de masse à l'intérieur de l'Afrique-du-Sud, le mouvement politique clandestin et le mouvement anti-apartheid mondial.

Malheureusement, le leadership politique, ici, en Palestine – qu'il s'agisse de la droite ou de la gauche, du Hamas, du Fatah ou du Front Populaire de Libération de la Palestine, est dépourvu de cette conscience internationaliste.

Cette dimension internationaliste commence à se manifester ; elle provient des organisations de la société civile. C'est la raison pour laquelle, en 2005, plus de 107 organisations de la société civile palestinienne ont lancé un

appel à la communauté internationale – un appel à boycotter Israël et à couper tous liens diplomatiques, militaires et économiques avec l'Israël de l'apartheid.

La seule chose sur laquelle nous puissions compter, c'est le pouvoir du peuple !

Haidar Eid

<http://www.silviacattori.net/article762.html>

Haidar Eid, professeur d'anglais, commentateur politique et activiste de longue date, habite à Gaza-Ville. Il a apporté un témoignage oculaire et une analyse de la guerre israélienne à SocialistWorker.org. Il débattait ici, avec Eric Ruder, de l'occupation israélienne et du combat des Palestiniens pour la justice.

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier.

Texte original en anglais : <http://socialistworker.org/2009/03/09/massacre-in-slow-motion>

<http://www.legrandsoir.info/spip.php?article8187>

2-4 Analyse de Mustapha Cherif : Les leçons de Gaza.

Gaza. Les canons, pour le moment, se sont tus, et on découvre l'étendue des tueries et des destructions. Le monde a vécu des moments tragiques, des dialogues de sourds, le détournement du sens des mots et la censure, l'émotion face au carnage, le sentiment d'impuissance, de révolte. Cette guerre, question archi-politique et non religieuse, ni raciale, au motif immédiat bassement électoraliste, doit être interrogée. C'est un tournant dans les relations et les imaginaires entre les palestiniens et les israéliens, le Nord et le Sud, le monde musulman et l'Occident. D'autant que des confusions règnent. La politique d'Israël a pour effet de faire régresser la réflexion. Au Nord, certains, influencés par les discours dominants ont des difficultés à discerner entre l'agressé et l'agresseur. Au Sud, d'autres, à force de tout ramener à une violence injustifiable de l'occupant, oublie ce qui reste à faire pour que le monde arabo-musulman ne prête pas le flanc et tienne sa vraie et digne place dans le monde. C'est-à-dire aussi pour que la simplification ne le réduise pas au statut de simple victime. Car il n'est pas exact que tout l'Occident assimile "musulman" et "fanatique". Tout comme il n'est pas exact qu'au Sud on assimile « sioniste » et « juif ».

Première leçon : Prise de conscience. Face à la gravité de la situation, les peuples arabes, et des responsables politiques, réagissent d'abord émotionnellement. Cependant, partout, l'immense majorité des manifestants a fait preuve de maturité, gardé son sang froid, respecté les lois de la Cité, et n'est pas tombée dans le piège des provocations. Peu ont appelé à la guerre, mais la plupart ont demandé l'arrêt de l'agression d'une population totalement démunie, soumise au blocus et aux bombardements. Cependant, des régimes arabes, malgré leur riche histoire nationaliste, sont paralysés par la crainte de voir une seule faction de la résistance, à l'idéologie contestée, profiter de la situation. Prisonniers de visions défaitistes, ils se retrouvent incapables d'une analyse historique qui permet de définir leur stratégie.. La tragédie de Gaza risque de se répéter si la priorité n'est pas donnée à la mise en oeuvre de nouvelles alliances. L'arme de notre temps est avant tout informationnelle.. Il s'agit de communiquer, de comprendre les enjeux, de soutenir la coexistence pacifique entre les peuples, la logique du mouvement de libération, et d'amener les adversaires à s'inscrire dans la négociation, sur la base du droit et non point de la loi de la jungle. Au sein des palestiniens, pour défendre leur intérêt fondamental, l'indépendance et la liberté, il y a une unité à fonder, une stratégie à concevoir et un coût à assumer. La lutte de libération en Algérie a triomphé sur ces bases. La résistance palestinienne, malgré ses limites, vient de démontrer qu'elle est capable de sacrifices.

Deuxième leçon : tirer les leçons du passé. Le monde arabe et musulman, prend conscience que durant des décennies il n'a pas su gérer cette question centrale. La proposition de paix, adoptée à l'unanimité des pays arabes depuis 2002, fondée sur la normalisation avec Israël, en échange des territoires occupés en 1967, est conséquente. Mais elle restera ignorée si des mesures concrètes ne sont pas prises. Des régimes arabes et ces dernières années des groupes manipulés, ignorants des réalités du monde, ont succombé à la provocation, alimentant la peur et la propagande islamophobe, dans le contexte de la mondialisation de l'insécurité. De leur côté, les israéliens et des occidentaux ne voient pas l'injustice que subissent les palestiniens.. Aux yeux des arabes, les israéliens et des occidentaux sont intoxiqués par la propagande sioniste, qui apparaît comme l'anti-judaïsme et l'anti-humanisme. Reste à tirer les

leçons pour que chacun travaille ses points d'aveuglement, et tenter de comprendre les points d'aveuglement de l'autre. Sans correction de l'autisme israélien et occidentale, et sans correction des erreurs arabes par des actions constructives, contrecarrer la désinformation au sujet de la cause palestinienne restera une mission impossible, même si Gaza est devenu le symbole des opprimés, des faibles et des discriminés.

Troisième leçon : Changer la vision de l'Occident. Il faut tenir au droit à la critique. Si un travail de fond n'arrive pas à élever le niveau, pour rester à la fois ouvert et ferme et changer le regard de l'Occident au sujet de l'Orient, une guerre perpétuelle s'annonce. La politique des deux poids et deux mesures, au détriment des palestiniens, a pris des proportions inadmissibles. Elle est en outre contraire aux intérêts des pays occidentaux. Cela ruine leur crédibilité, la sécurité de tous et l'idée d'un ordre mondial juste. L'Europe n'est pas quitte avec son passé. Des pouvoirs en Occident, traumatisés par le génocide des juifs d'Europe, ont encore mauvaise conscience.

L'instrumentalisation de l'innommable, la Shoah, constitue le socle du fait qu'Israël se place au dessus de toute loi. L'inconscient collectif israélien semble avoir des difficultés à assumer l'histoire du judaïsme. Le sionisme mise sur le

souvenir de la Shoah et la peur pour la mise au silence de toute critique à l'encontre de sa politique. L'Israélien gère l'immense catastrophe qu'a été pour lui la Shoah, par son exploitation pour se réfugier dans l'impunité. Il amplifie et ne montre que la souffrance des siens. La répression du peuple palestinien est le résultat de cette histoire et de calculs liés à l'ambition d'hégémonie, à la désinformation, à la confusion entretenue au sujet de l'extrémisme mis en avant comme un épouvantail. Pour obtenir l'aval de la communauté internationale en vue de coloniser, de réprimer, de dominer, la propagande stigmatise, alimente le choc des civilisations, diabolise et inculque que tout musulman serait un extrémiste. Fondée sur l'amalgame, elle fait diversion, même si l'opinion n'est pas dupe et que des courants dénoncent le bellicisme et les crimes de guerre. La cruauté de l'agression contre Gaza a choqué.

Quatrième leçon.. Cette guerre est une diversion. Comble de la partialité, les occidentaux décident de désarmer le palestinien, la victime, le colonisé, et lui demande de reconnaître son bourreau. L'Occident dit assurer la sécurité au colonisateur et évite de garantir au colonisé sa libération. Le cynisme consiste à prendre seulement des mesures d'aides humanitaires, au lieu de prévoir une conférence internationale pour le règlement définitive de la création de l'Etat palestinien au côté de l'Etat d'Israël. Gaza impose une question : comment Israël et les USA, et des pays européens consentants, peuvent-ils s'imaginer obtenir sécurité et paix en violant les règles de la guerre et en semant la mort et la haine ? Ce n'est pas un simple aveuglement, ou un racisme ordinaire. Israël et ses alliés considèrent que l'obstacle à l'hégémonie totale des USA, et du libéralisme sauvage sur le monde, en premier lieu est les

peuples de culture musulmane. L'invention d'un nouvel ennemi, a pour but non pas de lutter contre le terrorisme, mais de faire diversion, d'empêcher que les questions des crises et des inégalités que vit l'humanité soient abordées. L'islam, l'autre version de l'humain, est visé. Il est sommé de s'occidentaliser. Lui refusant la possibilité de donner sa propre interprétation sur la marche du monde. L'islam n'est pas seulement une religion de la promesse pour l'au-delà ; il est aussi l'horizon de l'engagement dans le monde. Les réactions irrationnelles qui revendiquent son nom ne peuvent servir de prétexte à la guerre contre les musulmans. Empêcher que le peuple palestinien accède à l'indépendance c'est créer un abcès de fixation, une diversion, et partant barrer la route à la possibilité de débat au sujet des impasses du système dominant et de la régression du monde musulman. Aujourd'hui, le risque est celui

d'une neutralisation des deux dimensions essentielles de l'homme : le politique (la démocratie) et le religieux (une autre culture) ; rien ne serait politique, rien n'est religieux, dit-on, pour laisser place au nihilisme et mot d'ordre : tout est marchandise. La vision idéologique post-judéo-chrétienne de l'histoire cherche à imposer un seul langage et une seule conception de la modernité. Nier la possibilité d'orienter vers le juste, autrement que par la version occidentale signifie ruiner la possibilité de la démocratie, le lien social et la possibilité de vivre ensemble dans le respect du droit à la différence. Pour être à la hauteur du défi le monde musulman ankylosé doit revivifier ses potentialités à la civilisation.

Cinquième leçon. La violence est totale. Il faut une réponse globale, politique, culturelle, économique. L'idée du progrès de l'humanité sous-entend, en Occident, une généralisation de l'athéisme et du capitalisme, comme corollaire de l'émancipation et du développement. La rationalité ne suppose pas seulement la logique séparation des pouvoirs; sans l'exiger expressément, elle vise l'abandon de la culture spécifique. La marginalisation des valeurs abrahamiques dans la sphère sociale est une violence qui pose problème pour toutes les cultures, pas seulement les cultures non européennes. Il ne s'agit pas de remettre en cause la sécularité, ni la liberté d'entreprendre, des acquis qui ne sont pas en contradiction avec le monothéisme, mais de rechercher une cohérence. Confronter à la réalité, il s'agit de dénouer ces noeuds et de ne mépriser aucun langage, aucune opinion, pour tenter de saisir la portée des paroles

capables de parler à l'esprit des hommes. La culture politique dominante traite de terroristes ceux qui s'opposent à son totalitarisme. Israël se veut à la pointe de la répression de toute dissidence. Diviser pour régner, multiplier les colonies, rendre irréversible la domination, est la ligne d'Israël, qui ne semble pouvoir exister que dans le bellicisme. Politique systématique de morcellement des territoires occupés, d'apartheid. Gaza coupée du monde. Israël et des courants aux Etats-Unis imposent un ordre totalitaire, de murs et de contraintes. C'est le refus de la réciprocité, base de la civilisation. Le tout est habillé par des stratagèmes et des faits accomplis, au lieu et place du droit international. La politique démentielle du président sortant des USA se résume dans cet accord israélo-américain, cinq jours avant la fin de son mandat, qui réduit la question de la résistance à une « contrebande d'armes ».

Israël surarmée pour consolider son rôle de gendarme du monde musulman, tente de fermer le jeu, mais il ne faut pas renoncer à éclairer le nouveau président. La venue du nouveau président américain Barak Obama peut être une opportunité de corriger cette politique vouée à l'échec. Sa parole apaisante lors de son discours d'investiture sur la nécessité du respect mutuel entre les Usa et le monde musulman sont un tournant, qui démontre qu'il ne s'inscrit pas dans la théorie de la confrontation. Il s'agit de l'aider à garder le cap, lui préciser que les musulmans se fonde sur le besoin du vivre ensemble, mais que nul ne peut accepter de vivre à l'ombre d'un Etat qui ne ressemble à aucun autre, qui colonise et se place au dessus des lois. « Terre promise » dans le discours théologique juif, concept contesté, devenant « Terre Promise ».

Sixième leçon : S'allier. S'allier, est un impératif. Personne ne peut seul faire face aux incertitudes.. Dans ce contexte, dialoguer ce n'est point refuser la critique mais comporte des conséquences : droit à la dignité, à la démocratie pour tous. Les systèmes politiques sont appelés à pratiquer l'humilité, surtout après les grands séismes politiques et leur répliques encore visibles des temps modernes, depuis trois siècles : colonisation rapaces de peuplement, l'innommable figuré par Auschwitz, Hiroshima, le Goulag, Sarajevo, et aujourd'hui Gaza,

qui configurent le tombeau de la modernité. Aucune époque n'a été plus sombre. Mêmes barbares, les siècles obscurs fondés sur la cruauté n'ont jamais atteint ce degré sophistiqué de la déshumanisation et du refus de l'autre dans une logique du chaos, de la loi du plus fort et du risque nucléaire. C'est ce que Gaza subie. Pourtant, l'époque est aussi sans pareille en

ce qui concerne la possibilité de résister et la passion de la liberté. La violence sioniste, et néo-conservatrice américaine tentent d'empêcher de réinventer une nouvelle civilisation, une nouvelle Andalousie qui fait défaut au monde. Une nouvelle façon de guérir de la violence aveugle, de se prémunir des idolâtries, des sentiments de haine, pour rechercher le juste de manière publique et commune. Cette civilisation peut se dénommer celle de l'hospitalité, qui n'exclut ni le droit à la résistance, ni le débat, à mille lieues des injonctions qui appellent les peuples de culture musulmane à capituler, à passer à l'Ouest, comme si aucun problème ne se posait. Ce qui se joue en Palestine est aussi l'avenir du droit à la différence, du droit des peuples, même si certains de ceux qui résistent ont une version réactionnaire de la religion et de la politique. La Turquie, l'Iran, le Vénézuéla, la Bolivie, lieux de civilisations, et d'autres, ont conscience du risque historique.

Septième leçon. Revenir au raisonnement. Ce que les peuples de culture musulmane doivent comprendre a trait au fait que la force de la politique occidentale, malgré ses contradictions, repose sur l'exercice de la raison calculante. L'être moderne prend le risque de raisonner sans états d'âme. Le mondial musulman est en crise, mais cela est conjoncturel. La régression n'est pas fatale. Ce que le moderne, de son côté, doit comprendre réside dans le fait que le musulman a participé, et le peut encore, à la civilisation. L'Occident se mondialise. Ce qui pose problème, pour d'autres cultures c'est cette hégémonie, qui est imposée. Les cultures traditionnelles dans le monde succombent dans la dépersonnalisation. Les musulmans de leur côté résistent, mais sans réformes et créativité cela restera insuffisant. La voix d'un islam digne de ses plus hautes traditions, d'un islam non pas "modéré" - qualificatif faible- mais celle d'un islam de toujours, celui de l'interprétation, du savoir, de la hauteur de pensée : est peu entendue. L'époque actuelle est celle où il est vital que ce qui apparaît comme monde occidental et le monde musulman, liés, analysent leur devenir. L'Occident ne doit pas se laisser bercer par les avancées significatives qu'il a réalisées, et encore moins influencé par les milieux acquis à la logique de l'exclusion. Il doit faire le bilan sur son histoire et s'interroger sur les risques qu'il fait courir à l'humanité, de par les inégalités qu'il impose. Le monde musulman, sur le plan externe, ne peut céder face aux agressions, et, au niveau interne, doit s'interroger sur les dérives des extrémismes politico-religieux et l'absence de pratiques démocratiques. Cette double résistance, sera salutaire si elle prend en compte ces enjeux. Gaza est le signe qui appelle à la réflexion vigilante.

Mustapha Cherif

MC est philosophe algérien

source: <http://mustapha-cherif.net/?p=79>

www.france-palestine.org/article10955.html

2-5 Haidar Eid : Gaza 2009 : de la nécessité de dé-osloïser l'esprit des Palestiniens.

Non seulement les Blancs sont coupables d'être passés à l'offensive, mais, par certaines manœuvres habiles, ils ont réussi à contrôler les réponses que les Noirs apportaient à leurs provocations. Non seulement ils ont donné des coups de pied aux Noirs, mais ils leur ont aussi dicté de quelle manière ils devaient réagir à ces coups de pied. Depuis longtemps, le Noir écoutait patiemment les avis qu'on lui prodiguait quant à la meilleure façon de répliquer aux coups de pied. Avec une lenteur douloureuse, il commence aujourd'hui à montrer des signes qu'il relève de son droit, que dis-je, de son devoir, de répliquer aux coups de pied de la manière qui lui paraît appropriée. Steve Biko.

Un des aspects les plus importants du massacre de Gaza (2009), c'est ce déversement sans précédent, et stupéfiant, de soutien populaire à la cause palestinienne ; c'est là quelque chose qui aurait dû remplir de joie les signataires des accords d'Oslo (en 1993).

Le retour des slogans de libération, d'avant Oslo, par opposition à l'indépendance, ont, sans l'ombre d'un doute, créé un nouveau dilemme, non seulement pour les élites politiques d'Oslo, mais aussi pour la Gauche, stalinisée et oennegésée [sur ONG, ndt].

Le processus d'« osloïisation », c'est-à-dire cette combinatoire de corruption, d'oennegésation, de bradage des principes révolutionnaires et de logorrhée sloganique, ainsi que la fiction de la « solution » à deux prisons, ont reçu un coup magistral avec les élections de 2006. A en juger aux déclarations non seulement des officiels de l'Autorité palestinienne, mais aussi de la Gauche, et même du gouvernement Hamas, le but ultime de l'actuelle rivière de sang est désormais la création d'un Etat palestinien, quel qu'en soit la forme, c'est-à-dire la soi-disant « solution à deux Etats ». La contradiction entre un soutien international formidable, la renaissance de la campagne « Boycott-Désinvestissement-Sanctions », la marée des manifestations contre l'Israël de l'Apartheid et ses crimes de guerre contre les Palestiniens de Gaza, ainsi que la réitération, par la plupart des organisations politiques, du mantra des deux Etats, est un signe puissant du besoin d'un programme alternatif qui fasse de la dé-osloïisation de la Palestine la toute première de ses priorités.

Pour comprendre les Accords d'Oslo et le dommage extrême qu'ils ont causé à la cause palestinienne, il faut recourir à la contextualisation historique de l'ainsi dit « processus de paix », ou plutôt de ce que nombre de

penseurs critiques ont qualifié d'industrie de la paix. Cette compréhension est une étape indispensable sur la voie d'un processus de dé-osloïsation, un terme auquel je reviendrai ultérieurement plus en détail.

Il avait été prétendu que l'Accord d'Oslo aurait représenté le premier pas sur la voie de l'autodétermination et d'un Etat (palestinien) indépendant. Mais il est clair, désormais, seize ans après la célèbre poignée de mains sur la pelouse de la Maison-Blanche, à Washington, qu'aucun Etat ne sera établi, à court terme, en raison du fait qu'Oslo a tout simplement ignoré l'existence du peuple palestinien en tant que peuple. Autrement dit, ces accords ont offert au sionisme ce qu'il s'ingéniait à obtenir depuis toujours. L'infâme déclaration de Golda Meir, pour qui les Palestiniens n'existent pas, est à cet égard hautement significative.

Pourtant, affirmer qu'« Oslo » et « Camp David » auraient été de grandes opportunités manquées, et des « percées », et que le soi-disant « processus de paix » était sur les rails, jusqu'à ce que les Palestiniens (lire : les victimes colonisées) ne l'ait fait voler en éclats, c'est une déformation idéologique délibérée d'une réalité alléguée à seule fin de préparer les Palestiniens à encore plus de concessions. Aucune paix véritablement complète n'a été créée, ni à Oslo, ni à Washington ; ce qui a été mis sur pied, en lieu et place, c'est bien davantage un plan américano-israélien visant à résoudre le conflit, après la destruction de l'Irak et l'effondrement de l'Union soviétique, ainsi que leur tentative de construire un « nouveau Moyen-Orient », pour reprendre l'expression de Condooleeza Rice – un Moyen-Orient se caractérisant par une hégémonie américano-sioniste, soutenue par des régimes (arabes) despotiques.

L'Accord d'Oslo était mort-né, parce qu'il ne garantissait pas les droits nationaux et politiques minimaux de quelque dix millions de Palestiniens. Tant qu'il y aura des réfugiés, des cantons, des détenus, des blocus, des colonies, la « torture légalisée » des prisonniers, la dépossession, les assassinats ciblés et l'occupation, aucune paix globale ne sera possible. C'est une illusion qui s'est emparée des esprits des signataires des accords d'Oslo. Ces accords ont conduit à la création d'une « autonomie administrative » limitée, dans la bande de Gaza et dans certaines parties de la Cisjordanie. La population locale s'est vu reconnaître le « droit » d'élire une autorité qu'elle serait autorisée à qualifier de « nationale ». Aujourd'hui, la question posée est de savoir ce qui peut bien faire que l'Autorité nationale palestinienne serait au-dessus de toute question ? Quel est le fondement « légitime » sur lequel elle a été établie ? C'est très simple : les Accords d'Oslo ! Il est aujourd'hui devenu évident qu'en dépit de la célèbre poignée de mains sur la pelouse de la Maison-Blanche et à Annapolis, ainsi que le discours optimiste au sujet d'un « Nouveau Moyen-Orient », ces accords, contrairement aux résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu, n'ont pas garanti la création du moindre Etat palestinien indépendant, ni le retour chez eux des réfugiés, ni même la démolition des colonies juives, ni des compensations pour les Palestiniens qui ont perdu – et qui continuent à perdre – leur maison, leurs terres, leurs propriétés, ni la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens, ni l'ouverture de tous les checkpoints, qui sont devenus des cauchemars quotidiens pour les résidents de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, etc.

En dépit de toutes ces poignées de mains, de ces embrassades et de ces conférences de presse feutrées, Israël a lancé une des guerres les plus sanglantes de toute l'histoire du conflit contre la population civile de Gaza, tuant en vingt-deux jours plus de 1 400 personnes, dont 438 enfants, 120 femmes, 95 vieillards, 16 médecins, 5 journalistes, 5 femmes étrangères, et détruisant plus de 40 000 bâtiments (institutions et logements privés), laissant nombre de familles sans abri. Cela, bien entendu, n'a pas été mentionné en tant qu'objectif des Accords d'Oslo, mais rien, non plus, n'a été mentionné, dans ces Accords, qui eussent pu empêcher un tel bain de sang de se produire.

Telle est la réalité politique que les officiels palestiniens qui ont signé cet accord n'aiment pas se voir rappeler. En réalité, ce qui a été créé, dans certaines parties de Gaza et de la Cisjordanie, c'est une entité extrêmement étrange – une sorte de bantoustan avalisé par la communauté internationale. Gaza, en 2009, est par conséquent le reflet au miroir d'Oslo. Quand nous avons à l'esprit que de 75 à 80 % des habitants de la bande de Gaza sont des réfugiés, les résultats des élections de 2006 deviennent plus compréhensibles non seulement dans leur contexte anticolonial, mais également en termes sociopolitiques. Ce qu'Oslo a créé, à Gaza, ainsi d'ailleurs qu'en Cisjordanie, ce sont, littéralement, deux mondes différents, dont les deux ont été gouvernés par des institutions non-démocratiques, une pléthore d'appareils de sécurité, un tribunal militaire digne du tiers-monde (réclamé par l'administration Clinton), la corruption, la mauvaise gouvernance, l'inefficacité et le népotisme – pour ne mentionner qu'un petit nombre de caractéristiques néocoloniales, parmi d'autres. En gagnant les guerres de 1948, 1956 et 1967, et en obtenant la reconnaissance internationale, arabe et palestinienne, Israël – en tant qu'Etat colonial de peuplement pratiquant l'apartheid – espérait passer à un nouveau stade, un stade requérant la constitution d'une « nouvelle conscience » chez les Palestiniens colonisés. C'est précisément en cela que réside le danger d'Oslo : l'osloïsation, dans ce contexte néo-sioniste, signifie la création d'un paradigme nouveau, au travers duquel vous faites disparaître la conscience de votre supposé ennemi – « l'Autre » -, après quoi vous y substituez une mentalité unidimensionnelle, via la construction d'une fiction (« deux Etats, pour deux peuples ») dont l'idéal est inatteignable. Même le fasciste Lieberman entonne désormais la même chanson.

Autrement dit, viser à la création du Palestinien des deux Etats revient à viser à créer une fausse conscience, sous l'impulsion d'une intelligentsia assimilée, dont certains des membres ont un passé révolutionnaire. Chanter les slogans de la « solution à deux Etats », des « deux Etats, pour deux peuples », du « retour aux frontières de 1967 », - voire même d'une « hudnah [trêve] de longue durée » (comme l'a proposé le Hamas) – vise à garantir la subordination et la conformité des Palestiniens, en particulier de ceux qui nourrissent des idées révolutionnaires. Fini, le droit au retour des six millions de réfugiés palestiniens et leur dédommagement ; même chose, en ce qui concerne les droits nationaux et culturels de la population indigène de la Palestine de 1948.

Cet objectif, toutefois, ne voit jamais l'antithèse qu'il génère comme le résultat d'un déplacement, d'une exploitation et d'une oppression ; il ignore la conscience révolutionnaire qui a été formulée tout au long des différentes phases de la lutte des Palestiniens. Il ne prend pas non plus en compte le legs de résistance civique et politique qui est devenu la marque de fabrique du combat des Palestiniens. Il en découle la nécessité de formuler une politique palestinienne alternative. La prise de conscience de la corruption de l'Autorité palestinienne et de l'énorme gouffre interclasses que les Accords d'Oslo ont créé ont été à l'origine de la dé-osloïsation qu'ont représentée l'Intifada d'Al-Aqça et le résultat des élections de 2006. C'est là une prise de conscience oppositionnelle que les signataires d'Oslo n'ont pas prise en compte. Ces deux événements (Intifada d'Al-Aqça et élections de 2006, ndt) représentent un rejet total des Accords d'Oslo, et de leurs conséquences (néfastes). La bande de Gaza, toutefois, est vue par l'Autorité palestinienne comme un des trois blocs d'immeubles d'un Etat indépendant, bien que ce bloc soit séparé, géographiquement, du deuxième, à savoir la Cisjordanie. Le troisième bloc, Jérusalem, étant sous contrôle israélien total. Aucun Palestinien vivant dans les territoires occupés ne croit que les « zones semi-autonomes, la bande de Gaza et la Cisjordanie – c'est-à-dire les zones se trouvant classées en catégorie A – ne sauraient représenter les fondations d'un Etat indépendant. Ce à quoi Oslo a abouti, en réalité, c'est à une Afrique du Sud-*bis*. Quand les Noirs Sud-africains voulaient quitter leurs townships pour aller s'installer dans des villes « blanches », ils devaient obtenir un *pass*. Durant la période dite « de paix », les Palestiniens – non pas seulement ceux qui travaillaient en Israël, mais aussi ceux qui voulaient se rendre en Cisjordanie à partir de Gaza, ou vice-versa, avait besoin de demander une « autorisation ». En plus de ladite (hypothétique) autorisation, les Palestiniens devaient détenir une « carte magnétique », c'est-à-dire une carte informatisée, contenant un mot de passe aboutissant directement au dossier sécuritaire de son porteur. Aucun d'entre eux ne pouvait aller travailler en Israël, ou se rendre en Cisjordanie, voire même aller à l'hôpital à l'intérieur de la « ligne verte » sans un tel « permis » et sans détenir la fameuse « carte magnétique ». Si l'un d'entre eux se voyait décerner ces papiers d'une valeur inestimable, il n'en était pas, pour autant, autorisé à aller visiter une quelconque région autre que celle dont l'accès lui avait été concédé. S'il se faisait éventuellement « pincer » dans une autre zone, son permis et sa carte lui étaient immédiatement confisqués, sans parler de la torture, auquel il se trouvait exposé. De nos jours, plus personne ne se voit remettre ces luxueux « permis » et « carte ». En quoi l'apartheid, en Afrique du Sud, était-il différent ?

Les chefs tribaux des bantoustans sud-africains croyaient généralement qu'ils étaient à la tête d'Etats indépendants. Heureusement, l'ANC, en dépit de ses innombrables compromis avec le National Party (raciste, ndt), n'avait jamais accepté l'idée d'une séparation et de bantoustans. La direction palestinienne officielle, par ailleurs, vers la fin du millénaire, se vante d'avoir obtenu la création d'un bantoustan, affirmant qu'il se serait agi d'un Etat indépendant en puissance. A n'en pas douter, c'est là le prix suprême que le sionisme soit en mesure de décerner à son « Autrui », après en avoir dénié l'existence un siècle durant, et après que ce même « Autre » ait démontré qu'il était humain. Pour que le sionisme puisse poursuivre sa présence en Palestine, l'« Autre » doit être assimilé et réduit en esclavage sans être conscient de sa servitude. D'où la garantie d'une gouvernance « semi-autonome » sur les villes palestiniennes les plus peuplées, et d'où la logique qui a présidé aux Accords d'Oslo.

Oslo, dès lors, a apporté un niveau de corruption sans aucun précédent en Palestine, et la coordination sécuritaire avec Israël, sous la supervision d'un général – la mère de toutes les ironies – américain est devenue la norme. Répéter le mantra des deux Etats, agiter le drapeau palestinien, chanter l'hymne national palestinien et – plus important – reconnaître Israël, en ignorant les droits des deux-tiers du peuple palestinien : voilà Oslo. La leçon que nous avons retenu de Gaza 2009, c'est l'impérieuse nécessité de fédérer tous les efforts afin de lutter contre les conséquences des Accords d'Oslo, et de former un Front Uni, sur une plateforme de résistance et de réformes. Cela ne pourra être obtenu sans démanteler l'Autorité palestinienne et sans prendre conscience du fait que les ministères, les premiers ministres et les présidences, à Gaza et à Ramallah, ne sont que des façades non sans ressemblance avec les Homelands sud-africains dit « indépendants », avec à leur têtes leurs chefs tribaux. Le programme national classique, inventé et adopté par la bourgeoisie palestinienne, à touché à sa fin sans parvenir à ses fins. La plupart des forces politiques, y compris le parti au pouvoir à Gaza (le Hamas, ndt), ne parviennent pas à expliquer de quelle façon six millions de réfugiés palestiniens pourraient retourner à l'intérieur de l'Etat israélien des (seuls) juifs, et comment un Etat palestinien indépendant pourrait être créé, concomitamment ?

D'où la nécessité d'un paradigme alternatif, qui se départisse de la fiction de la solution à deux prisons, un paradigme qui fasse des sacrifices de la population de Gaza un tournant dans la lutte pour la libération, une lutte pour la libération qui fasse fond sur le mouvement mondial anti-apartheid qu'a initialisé Gaza 2009. La dé-osloïsation de la Palestine est, par conséquent, la pré-condition *sine qua non* de l'instauration d'une paix dans la justice.

Dr. Haidar Eid *

[* Professeur associé à la Faculté de Littérature anglaise, Université Al-Aqsa, Gaza. Membre de l'Association Pour Un Seul Etat Démocratique. haidareid@yahoo.com]

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

On Amin, Arabic Media Internet Network,

13 mars 2009

<http://www.amin.org/articles.php?t=ENews&id=2846>

2-6 Ramzy Baroud : Le Hamas a-t-il été une création du Mossad ?

Ahmad Yassin et Abdel Aziz Rantissi, principaux et successifs dirigeants historiques du mouvement Hamas, tous deux assassinés par les sionistes.

Tandis que les divers gouvernements occidentaux s'escriment à trouver une voie possible de communication avec le mouvement palestinien du Hamas, quelques milieux progressistes et de gauche sont tout aussi mal à l'aise concernant leur propre perception du mouvement islamique. Certains ont même été jusqu'à prétendre que le Hamas était, plus ou moins, le résultat d'une cuisine israélienne.

En fait, l'accusation selon laquelle le Hamas serait une création des services secrets israéliens est devenue si banale qu'elle ne demande souvent aucune argumentation sérieuse.

Bien que cette affirmation prise telle quel soit incorrecte, il y a certainement une raison et une histoire à son origine.

Le Hamas est-il oui ou non l'œuvre du Mossad ?

La seule idée qui vient à l'esprit concernant cette affirmation est liée à ses conséquences, non seulement parce que c'est une façon de discréditer une organisation mais aussi parce qu'elle implique que les Palestiniens ont été floués et qu'ils n'ont réellement aucun contrôle sur leur destin collectif. Cette idée — que le Hamas serait une création d'Israël — est tout simplement fausse.

Si on ne dispose d'aucune connaissance de l'histoire sociale, économique et religieuse de la bande de Gaza, le lieu de naissance du mouvement Hamas, il peut être réellement difficile de comprendre comment un tel mouvement a pu y prendre pied et s'épanouir en disposant d'un tel soutien populaire.

Durant des années les Palestiniens ont souffert sous l'occupation israélienne de la pauvreté, de la faim et des humiliations.

Et tandis que l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) jouait un rôle important en représentant et en parlant au nom du peuple palestinien à l'extérieur de la Palestine, sa fonction dans les territoires occupés était au mieux insuffisante.

Il y a des raisons à cela et pas des moindres, l'OLP ayant alors des priorités régionales et internationales complexes et manquant de l'implantation sur le terrain dont bénéficiait le mouvement islamique. Dans le cadre d'une réaction normale, l'institution religieuse a comblé le vide dû à l'absence de gouvernement, un rôle qu'elle a rempli avec sérieux.

Mais examinons avec un peu plus de soin l'évolution et la croissance du Hamas et en particulier à Gaza, une présence qui avait un fort impact dès 1967.

Dans les premières années de l'occupation, le mouvement islamique à Gaza a défini une stratégie qui exigerait une base puissante et bien établie. Le mouvement a initialement rejeté la notion de lutte armée, ce pour quoi il a été fréquemment critiqué et ridiculisé par les mouvements laïcs de libération l'accusant de dissimuler sa faiblesse derrière son « pacifisme ».

La vérité est que le mouvement islamique dans Gaza ne rejetait pas la lutte armée en tant que telle ; il estimait que cette nation constituée surtout de réfugiés était dans une situation trop vulnérable et avait besoin d'années de préparation avant de se transformer en une force réelle avec laquelle il faudra compter. Pour cette raison, ce mouvement a consacré des décennies à renforcer les liens sociaux dans la société gazaouite en construisant des mosquées, des centres de soins pour les enfants, des hôpitaux, des écoles et ainsi de suite.

Les années entre 1967 et 1975 ont été présentées par le mouvement islamique comme l'étape de « construction de la mosquée ». La mosquée a été l'institution centrale qui a exalté la société islamique dans Gaza.

Ce n'était pas simplement un lieu de culte mais aussi un carrefour pour l'éducation, l'action sociale et culturelle et l'organisation politique à venir.

Dans la période allant de 1967 à 1987, le nombre de mosquées à Gaza a triplé, passant de quelques 200 à environ 600. Les années allant de 1975 au milieu des années 80 ont vu l'étape de « construction de l'institution sociale », ce qui comprenait la formation de clubs islamiques, d'organisations caritatives, de sociétés d'étudiants etc..., toutes ces organisations servant de lieux de rencontre à la jeunesse musulmane.

En 1973 a été construit le Centre Islamique à Gaza, réellement au cœur des activités de tout le mouvement. Il a été assez largement considéré que le centre était une émanation de l'ancien mouvement des Frères Musulmans d'inspiration égyptienne. Israël a volontairement fait peu de choses pour stopper l'enracinement de l'organisation, comme il a également peu agi pour aider à sa croissance.

La curieuse attitude d'Israël a pu s'expliquer en tant qu'élément de sa politique maniant la carotte et le bâton.

Du fait que les Islamistes avaient à ce moment particulier renoncé à la lutte armée et fournissaient les services qui allégeaient le budget israélien d'un grand nombre de millions, il semblait y avoir eu peu de raisons d'interrompre ce qui paraissait être d'inoffensives activités. Mais plus important, Israël était soucieux de l'augmentation à l'étranger du nombre d'institutions liées à OLP et de son influence croissante sur la société palestinienne dans les territoires occupés.

De même, les difficultés croissantes entre le mouvement islamique conduit par cheik Ahmad Yassin, et d'autres mouvements de libération dans Gaza ont donné l'espoir à Israël que ces hostilités grandissantes auraient comme conséquence la paralysie de tous les groupes en question, épargnant à Israël la tâche difficile de les contenir. On peut aussi soutenir que n'importe quelle action israélienne dans cette période pour stopper la croissance et l'évolution du mouvement islamique dans Gaza, aurait simplement accéléré sa radicalisation plutôt que de réussir à totalement l'annihiler.

Les années 70 et les années 80 ont été des années de grands bouleversements pour les Palestiniens avec les accords de Camp David, l'invasion israélienne du Liban, les nombreux massacres commis par Israël et qui ont

culminé en 1982 avec celui commis par un groupe de miliciens chrétiens des Forces Libanaises dans les camps de Sabra et Chatila.

C'était durant cette période que le mouvement islamique gazaouite a connu une importante métamorphose. Des décennies de travail de terrain étaient maintenant mis à l'épreuve alors que le mouvement évoluait pour adopter la lutte armée. Ce n'était certainement pas une transformation brutale, mais plutôt une évolution entamée depuis dès 1967.

Les courants religieux peuvent être rationnels ou non dans leurs narrations, mais la croissance, le changement de stratégie et l'évolution du mouvement islamique palestinien dans ses manifestations dans la bande de Gaza, ont suivi un processus logique qui est unique à Gaza et à son histoire.

Aucune autre place en Palestine n'était autant qualifiée que la bande de Gaza pour y voir naître un mouvement islamique important.

Le territoire était désespérément pauvre, sa population essentiellement composée de réfugiés et de leurs descendants. Les dirigeants islamistes étaient eux-mêmes des réfugiés vivant dans les camps de réfugiés. C'est alors que le « Hamas » a finalement fait son apparition officielle en 1987, faisant passer au mouvement islamique dans Gaza une nouvelle étape avec la naissance de la première Intifada palestinienne. Presque deux décennies plus tard, le Hamas a obtenu une victoire écrasante lors des élections palestiniennes, une autre démonstration de sa croissance échelonnée et calculée.

Plutôt que de vouloir comprendre et évaluer l'histoire qui est à l'origine de ce mouvement populaire, les pays occidentaux ont répondu par des sanctions, des blocus, et un siège prolongé et suffoquant maintenu par Israël qui a culminé avec le massacre le plus sanglant depuis 1948 de civils palestiniens sans défense.

Les analystes, hommes politiques, critiques et autres peuvent bien se quereller au sujet des origines et de l'histoire de ce mouvement qui a parmi beaucoup d'autres choses donné à une grande partie de la société palestinienne un sentiment d'amour-propre et de puissance face à leurs occupants.

Mais prétendre que le Hamas ait été monté de toutes pièces par quelques agents israéliens voulant à tout prix la disparition de la cause palestinienne n'est que foutaise.

Ramzy Baroud

12 mars

* **Ramzy Baroud** est écrivain et rédacteur en chef de « [PalestineChronicle.com](http://www.palestinechronicle.com) ». Ses écrits ont été publiés dans de nombreux journaux, magazines et anthologies dans le monde entier.

Son dernier livre est « The Second Palestinian Intifada : A Chronicle of a People's Struggle » (Pluto Press, London).

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6282

2-7 Lorraine Guay : Le message de Robert Fisk : Le Moyen-Orient est un désastre et la Palestine, un drame sanglant

NB : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

De passage à Montréal les 19 et 20 février derniers, Robert Fisk, correspondant du journal The Independent de Londres, vivant au Liban depuis plus de 30 ans, ayant couvert toutes les guerres de la région, ne fait ni dans la dentelle, ni dans la complaisance, ni dans le vitalisme !

Ses jugements sur la situation actuelle au Moyen-Orient sont tranchants, implacables sur un ensemble d'enjeux très sensibles.

Lorraine Guay

Lorraine Guay : Obama fera-t-il la différence ?

Non ! Rappelez-vous, dit-il à l'auditoire, « qu'Obama a passé 20 minutes avec les Palestiniens et 24 heures avec les Israéliens lors de sa campagne électorale... ça dit tout ! »

Citant les quelques lignes d'une longue entrevue accordée par Obama au Times et où celui-ci affirme « vouloir bâtir sur les progrès réalisés dans la région », Fisk réplique, en colère : « Mais de quels progrès parle-t-il ? Le Moyen-Orient est un désastre et la Palestine, un drame sanglant » ! Ne vous attendez pas à grand-chose du côté d'Obama, prévient-il.

Les relations USA-Israël sont « bétonnées » depuis toujours et rien n'indique qu'il y aura changement d'autant plus que la chef de la diplomatie est Hillary Clinton, une fervente alliée d'Israël dont les ambitions de devenir la première femme présidente des Etats-Unis demeurent vives. »

Les relations fusionnelles entre Israël et les Etats-Unis - ce que Chomsky avait nommé le « triangle fatal » - seraient donc là pour contredire le « yes, we can...change » du nouveau président américain.

Verra-ton naître un État palestinien ?

Non ! Robert Fisk ne croit pas non plus que l'État palestinien verra le jour... un jour. Tout a été mis en place par Israël sur le terrain pour faire que la viabilité même d'un État palestinien soit rendue impossible. L'occupation permanente, et le développement des colonies - particulièrement agressif d'ailleurs durant les pourparlers de « paix » d'Oslo - sont la négation même de la résolution 181 de l'ONU le 29 novembre 1947 sur la partition de la Palestine créant deux États. « Devrait-il naître qu'il ne serait ni viable ni juste. Oubliez aussi la résolution 194 sur le droit de retour des réfugiés, nous dit-il, jamais Israël ne permettra ce retour car ce serait la fin de l'État juif. »

Et les élections israéliennes ?

L'improbabilité de la solution des deux États est d'autant plus certaine que la droite qui arrive au pouvoir n'en veut pas et ne s'en cache pas. Il est ironique, selon Fisk, de voir le travailliste et prix Nobel de la paix, Peres, inviter Nétanyahou à former un gouvernement : ce faucon était déçu que « la job n'ait pas été terminée à Gaza » ! L'alliance avec des partis d'extrême-droite ultranationalistes comme celui de Lieberman risque de replonger les palestiniens dans de nouveaux massacres. Ce petit Monsieur en effet refuse de reconnaître le droit du peuple palestinien à posséder son État et propose de faire passer un « serment de loyauté » aux Arabes israéliens sous peine de déportation, une sorte de nouveau nettoyage ethnique comme la nakba vécue en 1948 où près d'un million de Palestiniens ont été chassés de leurs terres. « Obama va-t-il féliciter M. Netanyahou », se demande Fisk ?

Et le Hamas et le Hezbollah?

Fisk n'est pas tendre envers le Hamas ni le Hezbollah dont il dénonce l'irresponsabilité dans les événements de Gaza et du Liban.

Il note qu'au Liban, de nombreux jeunes quittent le pays « parce qu'ils ne veulent plus vivre dans le dogmatisme, le sectarisme et le confessionnalisme. Mais le Liban est construit sur le confessionnalisme : comment faire alors pour ces jeunes générations ? »

La critique du journalisme dominant.

Robert Fisk ne craint pas de fustiger sa propre profession, accusant une majorité de journalistes de se faire les relais des politiques militaristes de leurs gouvernements.

« Le journalisme doit mettre au défi l'autorité, toute autorité, particulièrement quand des gouvernements et des politiciens nous conduisent à la guerre affirme-t-il. En Amérique, vous ne voyez pas le vrai visage de la guerre. La guerre est une horreur. »

Mais les chefs d'information censurent, élaguent, adoucissent les reportages, ne craignent pas de carrément changer les titres des articles de leurs reporters, de couper des phrases, pour rendre le tout « acceptable » aux lecteurs.

Les TV refusent de montrer des scènes trop crues de carnage... par respect pour les morts !!! « Pauvres Palestiniens qui n'ont droit à notre respect que... morts... ! »

Pour Fisk la guerre contre les Palestiniens est « la dernière grande guerre coloniale » comme il l'explique de manière remarquable dans son dernier livre.

« Ce n'est pas une partie de football où on couvre le match 50-50 i.e. en donnant autant de temps aux deux côtés. Il n'y a pas de symétrie dans la guerre israélo-palestinienne et oui les chiffres comptent ! » Plus de 1500 morts du côté palestinien et une dizaine du côté israélien, ce n'est pas égal comme situation !

« Les journalistes doivent être « neutres et non biaisés... du côté de ceux qui souffrent », a-t-il martelé tout au long de son séjour à Montréal et particulièrement lors de ses rencontres avec des étudiants en journalisme à qui d'ailleurs il a gentiment conseillé de passer moins de temps sur Internet et davantage à lire des livres, à étudier l'histoire pour comprendre le présent.

M Fisk déplore aussi que les Canadiens comme les États-Uniens ne puissent avoir accès à Al Jazeera, la chaîne d'information arabe, laquelle selon lui assure la meilleure couverture de ce qui se passe au Moyen-Orient.

Dehors les nouveaux croisés !

Mais le message le plus fort demeure le suivant : tous les soldats occidentaux devraient être retirés du Moyen-Orient. « J'ai calculé qu'il y a présentement plus de soldats occidentaux dans cette région du monde qu'il n'y en avait à l'époque des Croisés », constate-t-il.

Et de faire la liste interminable de tous les pays de la région où il y a présence militaire occidentale. Ces pays ne nous appartiennent pas. Il leur appartient de prendre en main leur avenir. Qu'y faisons-nous ?

Jamais les journalistes ne posent la question du « pourquoi » sommes-nous au Moyen-Orient. « Nous y serions semble-t-il pour apporter la "démocratie" et les "droits humains"... , mais le monde arabe demande la justice et ça, nous ne sommes pas prêts à la respecter ».

Enfin selon Robert Fisk, le gouvernement canadien a cessé de jouer un rôle de maintien de la paix, un rôle respecté au Moyen-Orient jusqu'à l'arrivée de M. Harper au pouvoir avec sa politique d'appui inconditionnel à Israël et sa participation à la guerre en Afghanistan. Et malheureusement M. Ignatieff agit de la même façon...

Lorraine Guay

9 mars

<http://alternatives-international.net/article3055.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19